

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Cémac : comment faire évoluer le franc CFA ?

G.R.M
Libreville/Gabon

À l'initiative de la Commission de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac), Libreville accueille depuis le 17 novembre dernier un colloque de haut niveau sur la monnaie et le développement de la sous-région.

"Les pays de la Cémac ont

adopté, et mettent en œuvre des politiques et stratégies de développement dans le cadre de l'institution de l'Union économique et de l'Union monétaire", a rappelé la ministre de l'Économie et de la Relance. Se voulant plus explicite, Mme Roboty Mbou a indiqué, concernant l'Union économique, que "les dirigeants de la sous-région n'ont cessé de réaffirmer, entre autres, la nécessité de favoriser le développement

économique des États membres grâce à l'harmonisation de leurs législations, à l'utilisation de leurs marchés intérieurs et à la mise en œuvre des politiques communes dans les secteurs essentiels".

Concernant l'Union monétaire, conscients des avantages que les pays tirent de leur appartenance à une même communauté monétaire et désireux de la renforcer, ils ont notamment réitéré le besoin de "consolider les acquis de la coopération monétaire par l'effet des conventions de Brazzaville de novembre 1972, entre les pays membres, entre ceux-ci et la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), entre ces mêmes États et la France".

Cependant, à l'examen de la situation économique, financière et monétaire de la zone Cémac, mais aussi de l'analyse des perspectives des économies de la sous-région, la Conférence des chefs d'État a mandaté la Commission de l'organisme communautaire de



Photo: AN

Une vue des participants.

proposer un schéma approprié conduisant à l'évolution de la monnaie commune. Pour le Pr Daniel Ona Ondo, président de la Commission de la Cémac, il s'agit de "disposer d'une monnaie stable et forte".

Aussi, a-t-il laissé entendre que le schéma attendu se rapporte à l'évolution des principaux mécanismes actuels de la coopération monétaire avec

la France, à savoir la grande convertibilité illimitée par l'ancien colonisateur de la monnaie émise par la BEAC (le franc CFA); la fixité du taux de change; la liberté de transfert entre les pays membres de la banque centrale et la France; ainsi que la centralisation des réserves auprès d'un compte d'opérations ouvert au Trésor français.

RSE : l'Etat et Comilog font le point

N.O.
Moanda/Gabon

DANS le cadre de ses réunions périodiques, le Comité opérationnel de suivi des actions de la Responsabilité sociétale des entreprises (RSE) Comilog/Etat gabonais, s'est retrouvé mardi dernier, au sein de la préfecture de Moanda pour examiner l'état d'avancement des projets RSE dans les départements de la Lébombi-Leyou et Lékoko, ainsi que les projets de 2023. Parmi les parties prenantes, Comilog, à travers son administrateur directeur général, Léod-Paul Batolo, et son équipe technique, les présidents des collectivités locales de Moanda, Mounana et Bakoumba, et les responsables administratifs du Haut-Ogooué. Les travaux dirigés par le gouverneur, Jacques Denis Tsanga, ont permis de faire le point sur les réalisations de 2021 et 2022. Il en ressort une réalisation des travaux à 92% pour 2021, avec près de 8 km de voiries réhabilitées en pavés à Moanda; la rénovation totale de 235 salles de classe dans les deux départements; l'accès à l'eau; l'éclairage public; la diversification économique; les micro financements; les activités génératrices de revenus, etc.

"Une économie alternative à celle du manganèse, c'est



Photo: AN

Une vue des échanges.

l'objectif recherché à travers la RSE signée entre l'Etat gabonais et la Comilog. Tout ceci dans l'optique de préparer l'après manganèse", a indiqué André Massard, directeur de la Communication à Comilog. Cependant, les projets de 2022 dont la réalisation est estimée à 32% ont connu un retard dans leur exécution, à cause des blocages liés à l'accès aux matériaux, notamment le sable, le gravier ou encore la latérite. "Ce retard va être vite rattrapé dans la mesure où tous les obstacles ont été levés", a-t-il renchéri. Par ailleurs, en ce qui concerne les projets issus du Plan de développement local (PDL) de 2023, proposés par les collectivités locales, le gouverneur a invité les promoteurs à présenter des projets à impact social réel et à la diversification économique. La visite des voiries réhabilitées en pavés a permis aux deux parties (Comilog et Etat) de s'imprégner de l'avancement des travaux.

Investissements : le HCI fait le point des réformes

Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

LE ministre de la Promotion des investissements, Hugues Mbadinga Madiya, a présidé, récemment, le Comité de suivi du dialogue "Public-Public" du Haut Conseil pour l'Investissement (HCI), au siège de l'Agence nationale de la promotion des investissements (ANPI-Gabon). Cette réunion qui s'est déroulée en présence de plusieurs administrations, avait pour objectif d'examiner et de valider les réformes nouvellement proposées par le bureau de la Fédération des entreprises du Gabon (FEG). Il s'est agi, de façon concrète, de porter un regard profond sur les 32 réformes, d'évaluer leur pertinence et leur cohérence, afin de les intégrer dans la liste des réformes suivies par le HCI.



Photo: AN

Les membres du gouvernement lors de la réunion du HCI.

Ce sera tout aussi l'occasion de définir une méthode de travail selon un calendrier défini, suivre et évaluer efficacement la mise en œuvre des dites réformes en collaboration avec les administrations sectorielles compétentes.

"L'objectif de ce Comité de suivi était de faire le point sur des avancées des réformes. Mais aussi, de pouvoir

envisager la suite des réformes à entreprendre, notamment celles qui sont apparues récemment avec l'agenda de la Fédération des entreprises du Gabon. L'objectif pour nous est de se mettre en voie de préparation du prochain Haut Conseil d'investissement qui sera présidé par le Premier ministre, Rose Christiane Ossouka Raponda", a indiqué Hugues Mbadinga Madiya.